PORTES, Jacques, *L'impossible retour de la France. De « La Capricieuse » à De Gaulle* (Montréal, VLB Éditeur, 2008), 109 p.

Gilles Gallichan

Volume 62, numéro 2, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/037530ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/037530ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gallichan, G. (2008). Compte rendu de [PORTES, Jacques, *L'impossible retour de la France. De « La Capricieuse » à De Gaulle* (Montréal, VLB Éditeur, 2008), 109 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 62(2), 306–309.
<https://doi.org/10.7202/037530ar>

sauniers (p. 167). Ce fardeau est en fait bien relatif puisqu'il varie selon le capital des individus ; or, tout porte à croire que les faux-sauniers n'étaient pas bien riches.

Plus largement, on aurait souhaité que Josianne Paul situe son travail par rapport aux ouvrages récents sur l'immigration et la colonisation (Carpin, Choquette, Larin, Courville, etc.). En outre, le volet démographique et l'échec des méthodes de peuplement auraient pu être développés (p. 32-33). À ce sujet, les structures économiques de la colonie sont à privilégier et Josianne Paul aurait dû être un peu plus critique à l'égard de ses sources, car la demande de main-d'œuvre n'a peut-être pas été aussi forte que ce que les autorités coloniales ont bien pu laisser entendre. On peut aussi regretter que l'auteure ne se soit pas plus penchée sur l'histoire des faux-sauniers dans la colonie d'autant qu'elle affirme avoir « retrouvé des traces appréciables de leur vie quotidienne » (note 7, p. 169).

Enfin, toute une réflexion sur le concept de politique de peuplement aurait été nécessaire. En ce sens, une politique d'immigration par lettre de cachet ne démontre-t-elle pas justement l'incapacité (ou la mauvaise volonté) de l'État à mettre sur pied une véritable politique de peuplement ? Une mise en perspective du phénomène avec ceux observés dans les autres empires (et notamment britannique) aurait probablement permis à l'historienne de répondre à cette question.

Ses réserves ne doivent toutefois pas ternir la qualité de cette étude ni minimiser son apport dans l'historiographie. Nous avons affaire ici à une belle contribution à l'histoire du peuplement du Canada au XVIII^e siècle, et à un ouvrage original par l'angle d'approche privilégié par l'auteure.

ARNAUD BESSIÈRE

Chercheur postdoctoral
CIÉQ – Université Laval

PORTES, Jacques, *L'impossible retour de la France. De « La Capricieuse » à De Gaulle* (Montréal, VLB Éditeur, 2008), 109 p.

● Octave Crémazie fut parmi ceux qui chantèrent comme une épopée le voyage de la corvette *La Capricieuse* en 1855. Néanmoins lucide sur la source de son inspiration, Crémazie a écrit par la suite que, pour toucher le cœur des Canadiens français, le poète n'avait qu'à faire rimer *gloire* avec *victoire*, *aïeux* avec *glorieux* et *France* avec *espérance*. Cette boutade pourrait figurer en exergue de l'essai de Jacques Portes qui complète dans ce livre

les réflexions qu'il avait faites lors du colloque tenu en 2005 : *La Capricieuse (1855) : poupe et proue* (Les Presses de l'Université Laval, 2006).

Historiquement, les Québécois ont investi beaucoup d'espoirs dans une relation privilégiée avec la France toujours perçue comme la source lumineuse de leurs origines nationales ; la « mère patrie » comme disent les anciens manuels. Jacques Portes, qui a étudié depuis longtemps la question, rappelle que le voyage du capitaine Belvèze en 1855 n'était qu'une mission économique que la conjoncture internationale de l'époque rendait possible. Il ne constituait en rien un « retour de nos gens », comme le répétaient les Canadiens avec une pieuse émotion. Du moins, il ne représentait pas un changement de politique de la France impériale envers l'ancienne colonie cédée en 1763.

Pour la France, rappelle l'auteur, l'opération du « retour » vers le Saint-Laurent n'éveillait en rien sa grandeur, mais bien sa douleur (p. 16). L'accueil débordant et enthousiaste des Canadiens dépassait les volontés politiques et créait même pour Belvèze un certain embarras, voire un malaise, et la crainte que cette ardeur, quoique légitime, ne froisse les autorités britanniques.

Depuis les ministres Choiseul et Vergennes au XVIII^e siècle, la France a renoncé définitivement à un éventuel retour politique en Amérique du Nord. Son soutien militaire aux insurgés américains en 1778 ne visait qu'à racheter, pour l'honneur, la défaite de 1763, tout en conservant un lien privilégié avec la nouvelle république des États-Unis. La vente de la Louisiane, en 1803, appartient à la même logique. Dès lors, le destin des Canadiens n'a plus pesé bien lourd dans la politique américaine de la France.

Jacques Portes dresse un rapide panorama des suites de la mission de 1855 : la mise en place du premier consulat à Québec (1859) et la vision de quelques intellectuels conservateurs d'un Canada français et catholique, reflétant l'image d'une France d'Ancien Régime ayant conservé une innocence et une virginité prérévolutionnaires. Déjà, dans les années 1830, Alexis de Tocqueville, qui n'a vu que trop sommairement la réalité québécoise, avait surestimé les traditions et sous-estimé la capacité de survie de ce peuple. Dans le même esprit, François-Edme Rameau de Saint-Père se fera, après 1860, un véritable ambassadeur du Québec et de l'Acadie en France, stimulant des échanges personnels, culturels et littéraires. À travers l'expérience de quelques voyageurs et aventuriers, la France se fera une image mythique du Canada, que perpétuera, après la Grande Guerre, le succès en France de *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon. De leur côté,

les Canadiens français investiront toujours une surcharge symbolique dans l'intérêt que la France leur porte.

Au ^{xx}^e siècle, les « missions » françaises ont toujours évolué dans un étroit sentier entre la sensibilité des autorités anglo-canadiennes et celle de l'Église catholique. Que l'on pense aux voyages de généraux français, voulant saluer la contribution des Canadiens à la Grande Guerre, ou d'écrivains et essayistes comme André Siegfried. C'est également le cas de la délégation venue souligner le 400^e anniversaire du voyage de Jacques Cartier en 1934 ou encore la venue de ministres français avant et après la Deuxième Guerre mondiale. Ces personnalités de passage ont toujours enrobé d'une rhétorique traditionnelle et souvent surfaite des initiatives qui n'étaient fondamentalement que commerciales et diplomatiques.

La seule rupture de cette logique est survenue en 1967 avec le voyage au Québec de Charles de Gaulle. Le président souhaitait que ce moment prenne une valeur symbolique de part et d'autre de l'Atlantique. Mais la volonté gaullienne n'a pas vraiment survécu à l'homme et la France aura fait quittance de ce premier et unique versement pour payer la « dette de Louis XV ». Pour la France, le terrain politique de ses relations avec le Québec est trop miné, les enjeux économiques envers le Canada fédéral sont trop importants pour modifier durablement son rapport avec le Québec. Après 1968, la France ne fera que des pas hésitants entre l'ingérence et l'indifférence, le Québec entretenant lui-même l'indécision sur les chemins de son propre affranchissement.

La lecture de cet essai permet d'éviter toute surprise quant aux espérances que le Québec pourrait encore entretenir sur la France. On a d'ailleurs vu, en 2009, un Nicolas Sarkozy peu soucieux de ménager les susceptibilités nationales québécoises et tourner résolument le dos aux appels prophétiques du général de Gaulle.

Cependant, il existe bel et bien des ponts jetés entre la France et le Québec depuis un demi-siècle. Le tourisme plus fréquent de part et d'autre, les échanges artistiques, scientifiques et culturels qui marquent l'altérité et la réciprocité entre Français et Québécois représentent non pas un « retour », mais un véritable cheminement mutuel.

Portes complète son essai de six textes reproduits en annexes allant de la Nouvelle-France à de Gaulle en passant par le commandant Belvèze et Rameau de Saint-Père. On pourrait sans doute composer une vaste anthologie des voyageurs français qui ont re-découvert le Québec depuis le ^{xix}^e siècle.

L'essai de Jacques Portes est bienvenu, il suscite réflexions et discussions et peut éclairer ceux qui poursuivent le travail de collaboration et d'échanges entre la France et le Québec. L'ouvrage n'a pas la prétention de vider une question complexe, mais il apporte un témoignage pertinent et verse au dossier une pièce à laquelle il sera toujours bon de se référer.

GILLES GALLICHAN
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

SANFILIPPO, Matteo, *Il feudalesimo nella valle del San Lorenzo: un problema storiografico* (Viterbe, Sette Città, 2008), 111 p.

SANFILIPPO, Matteo, *Dalla Francia al Nuovo Mondo: feudi e signorie nella valle del San Lorenzo* (Viterbe, Sette Città, 2008), 300 p.

Vingt ans après sa soutenance, l'historien et canadieniste italien Matteo Sanfilippo a révisé sa thèse de doctorat (1989) pour en faire deux livres sur le système féodal implanté dans la vallée du Saint-Laurent. Selon M. Sanfilippo, le choix de publier deux livres au lieu d'un seul est motivé par la nécessité de simplifier le sujet pour un public italien qui ne le connaît pas, tout en attirant l'attention des spécialistes italiens de la féodalité sur l'importance du cas canadien qui leur est inconnu, d'autant plus que même leurs voisins français le connaissent très mal (*FVSL*, p. 13, 96). Les deux livres sont donc complémentaires. On ne saurait lire le premier qui aborde les faits, sans tenir compte du second consacré aux interprétations et aux débats historiographiques. Il faut aussi souligner, à la suite de l'auteur lui-même, que les deux ouvrages n'ont pas d'équivalent dans l'historiographie de langue française ou anglaise (*FVSL*, p. 16-17). Il convient donc d'évaluer cette contribution nouvelle dans le cadre du débat scientifique international, au lieu d'en limiter la portée au seul public italien.

Le régime seigneurial fut introduit en Amérique du Nord par les premiers colonisateurs français qui ne pouvaient pas imaginer une autre façon de coloniser et d'aménager le territoire de la vallée du Saint-Laurent (*FNM*, p. 16). La répartition des terres en fiefs et la terminologie féodale qui l'accompagnait furent donc transposées dans un contexte colonial où ce système « n'avait aucun sens » (*FNM*, p. 46), d'autant moins que le seul élément qui comptait véritablement, selon M. Sanfilippo, était le rapport avec les Autochtones. La description de l'implantation et du développement du régime seigneurial en Nouvelle-France et dans le Bas-Canada par